

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt  
Bureau de la Coordination et des Procédures

DDT/SEEF/BCP/CC  
n°

N° 009

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la société  
DALKIA ATLANTIQUE SERVICES à  
TOULOUSE, avenue de Rangueil, Complexe  
Scientifique de Toulouse-Rangueil.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques  
accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 autorisant la Chancellerie des Universités du  
Rectorat de Toulouse à exploiter sur le Complexe Scientifique Universitaire de Toulouse-  
Rangueil, avenue de Rangueil à Toulouse, des installations de combustion (chaufferie) et de  
cogénération,

Vu le récépissé du 1er octobre 2004 délivré à la société EUROGEM qui succède à la  
Chancellerie des Universités du rectorat de Toulouse,

Vu le récépissé du 21 avril 2009 délivré à la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES  
qui succède à la société EUROGEM ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
inspecteur des installations classées en date du 10 janvier 2012 ;

Considérant que la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES ne respecte pas certaines  
dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'arrêté préfectoral du 18  
octobre 2001;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable  
pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

# ARRÊTÉ

**ARTICLE 1er** – La société DALKIA ATLANTIQUE SERVICES est mise en demeure pour les installations de combustion et de cogénération qu'elle exploite avenue de Ranguel sur le Complexe Scientifique Universitaire de Toulouse-Ranguel, sur la commune de Toulouse de:

- respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 3.10 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001, en transmettant à l'inspection des installations classées les résultats des mesures annuelles des émissions de polluants réalisées par un organisme agréé pour les années 2010 et 2011 ;
- respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001, en veillant à ce que la vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée de la turbine à gaz de l'installation de cogénération soit supérieure à 25 m/s ;
- respectant, sous 3 mois, les dispositions des articles 17 à 23 de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation, notamment en faisant réaliser par un organisme compétent une analyse du risque foudre conformément à la norme NF EN 62305-2 ainsi qu'une étude technique, en mettant en place les moyens de prévention et/ou protection et en faisant vérifier l'installation de protection par un organisme compétent, distinct de l'installateur ;
- respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001, en vérifiant que les eaux résiduaires rejetées en sortie des 2 séparateurs d'hydrocarbures respectent les valeurs limites suivantes :
  - température < 30°C,
  - pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
  - hydrocarbures totaux : 10mg/l,
  - MES : 100 mg/l,
  - DCO : 300 mg/l.

**ARTICLE 2** – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 3- Délai et voie de recours.**

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

**ARTICLE 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société DALKIA ATLANTIQUE SERVICE.

Toulouse, le 14 FEV. 2012

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN